



HAL
open science

Élections gouverneuriales de Tōkyō : le pari perdu de Hosokawa Morihiro et Koizumi Junichirō

Xavier Mellet

► **To cite this version:**

Xavier Mellet. Élections gouverneuriales de Tōkyō : le pari perdu de Hosokawa Morihiro et Koizumi Junichirō. *Japan analysis*, 2014, 33, pp.9 - 16. hal-03393463

HAL Id: hal-03393463

<https://sciencespo.hal.science/hal-03393463>

Submitted on 21 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



2. Élections gouverneuriales de Tōkyō : le pari perdu de Hosokawa Morihiro et Koizumi Junichirō.

– **XAVIER MELLET**

L'élection du gouverneur de Tōkyō, le 9 février dernier, avait tout d'un film hollywoodien : deux anciens Premiers ministres retirés font leur come-back pour une guerre électorale contre l'establishment politique. Koizumi Junichirō (72 ans), chef du gouvernement de 2001 à 2006, a en effet décidé contre toute attente, et en opposition au Parti libéral-démocrate qu'il dirigea, d'apporter un soutien actif à Hosokawa Morihiro (76 ans). Ce dernier était à la tête de la coalition qui écarta le PLD du pouvoir en 1993-1994, pour la première fois depuis 1955. Les deux hommes jouissent d'une grande popularité, surtout le premier ; ils ont de surcroît adopté un leitmotiv partagé par une majorité de l'opinion publique²⁰ : zéro nucléaire, le plus vite possible. Face à eux, Masuzoe Yoichi, ancien ministre de la Santé soutenu à la fois par le PLD d'Abe Shinzō et le puissant syndicat Rengō²¹, représentait – un peu malgré lui – cet establishment.

²⁰ Environ 60 % de la population, à en croire les sondages cités dans la presse japonaise. Cf « Sondage d'opinion, Masuzoe prend les devants, Hosokawa et Utsunomiya le talonnent » (Honsha seronchōsa Masuzoe-shi ga joban rīdo Hosokawa utsunomiya shi), *Sankei shimbun*, 25 janvier 2014.

²¹ La Confédération des syndicats japonais est le fruit d'une union, à la fin des années 1980, des trois principaux syndicats du pays. Elle rassemble aujourd'hui environ 6 millions de membres. Lors de cette élection, son aile tōkyōite a décidé officiellement de soutenir Masuzoe.

Le résultat a été sans appel : Hosokawa n'a fini que troisième du scrutin, avec moins de 20 % des voix, alors que Masuzoe était plus proche de la majorité absolue (42,83 %) ²². Koizumi n'a donc pas su incarner le sauveur comme il l'avait fait au début des années 2000, et Hosokawa n'a pas réussi à réitérer l'exploit d'Aoshima Yukio qui, en 1995, était devenu gouverneur de Tōkyō sans le soutien d'un grand parti ²³. Malgré des sondages défavorables et un positionnement d'outsiders, les conditions semblaient réunies pour rendre leur victoire possible : deux chefs charismatiques pour le prix d'un ; un enjeu de transition énergétique fort après la catastrophe de Fukushima ; un sentiment de défiance envers la classe politique. Alors comment expliquer cet échec à première vue inexplicable ?

Nous tenterons d'expliquer ce pari perdu par une analyse du marché politique japonais. Un homme politique, fût-il populaire, ne peut en effet être un chef charismatique²⁴ « hors sol », autrement dit sans que le milieu dans lequel il évolue ne rende son charisme possible. Or, le milieu en question, c'est-à-dire le marché politique japonais²⁵, ne semble pas (ou plus ?)

²² Masuzoe Yoichi, soutenu par le PLD et le Kōmeitō, a obtenu 42,83 %. Utsunomiya Kenji, soutenu par le Parti communiste et le Parti démocrate-social, est second avec 19,93 %. Soutenu par le PDJ, Hosokawa Morihiro atteint la troisième place avec 19,39 % des suffrages exprimés. Le candidat soutenu par l'Association de restauration du Japon (*nippon ishin no kai*), Tamogami Toshio, a obtenu la quatrième place, avec 12,39 %. Les résultats détaillés sont visibles, en japonais, sur le site du gouvernement de Tōkyō : <http://www.senkyo.metro.tokyo.jp/h26chijisokuho/index.html>.

²³ Depuis, personne n'a reproduit cet exploit.

²⁴ Si l'on entend par charisme le sens que Max Weber donne à ce mot, c'est-à-dire la croyance en la qualité extraordinaire d'une personne, que l'on mesure aujourd'hui par la popularité dans les sondages.

²⁵ Le marché politique est, selon la vision minimaliste de la démocratie donnée par Schumpeter, le lieu où des

prompt à produire ce genre de personnalité. Cette élection, tant par sa nature que par ses résultats, nous offre un éclairage pertinent pour analyser l'état réel et supposé de sclérose de la politique japonaise.

Koizumi et Hosokawa ont ainsi présenté le « zéro nucléaire » comme l'enjeu majeur de leur campagne, mais n'ont pas réussi à en faire l'enjeu principal de la campagne. Leurs adversaires n'ont pas eu à se positionner sur cet enjeu. Une première raison de cet échec tient à l'absence de clivage fort divisant l'offre politique sur cette question, à l'échelle de l'élection pour le poste de gouverneur de Tōkyō comme au niveau national, entre les principaux partis politiques. Ensuite, Hosokawa et Koizumi ne sont pas parvenus à créer ce clivage car ils manquaient de leviers médiatiques et politiques : médiatiques, dans la mesure où la neutralité des comptes-rendus faits par les médias japonais, notamment télévisés, favorise les partis installés au détriment des outsiders ; politiques, en raison d'une détérioration de la qualité de l'offre politique, qui encourage en retour l'aboulie de l'électorat japonais. Ces points seront successivement analysés.

L'enjeu nucléaire non clivant

Hosokawa et Koizumi ont donc échoué à structurer le débat public autour de la question nucléaire. Leurs meetings ont pourtant rencontré un franc succès, attirant même plus de personnes que ceux de Masuzoe. Avec la force de conviction qu'on lui connaît, Koizumi annonçait que « Tōkyō peut se développer sans énergie nucléaire. Et le Japon peut parvenir à la croissance économique [sans celle-ci]. Ce rêve peut se

entrepreneurs politiques entrent en compétition pour les votes du peuple. Il est composé d'une offre politique (candidats), d'une demande (électorat) et de lieux de rencontre, dont font partie les médias.

réaliser si nous essayons »²⁶. Cependant, ce thème n'a pas été considéré comme le principal enjeu de la campagne par les Tōkyōïtes. Sur ce point, la croyance en un soutien assidu de la population japonaise à toute proposition antinucléaire s'avère être un artefact sondagier²⁷.

La hiérarchie des thèmes considérés comme importants par les électeurs témoigne en réalité de la prégnance de la *silver politics*²⁸. Elle dessine en creux un électorat vieillissant. La santé et le bien-être sont arrivés en tête tout au long de la campagne, devant l'économie, puis les questions énergétiques²⁹. Face à deux opposants, Hosokawa et Utsunomiya, enfermés dans le problème nucléaire, le programme de Masuzoe a répondu à davantage de préoccupations des électeurs, a été plus modéré, plus complet, plus rassurant. Autrement dit, il s'est révélé le plus adapté aux demandes conservatrices d'un électorat âgé.

²⁶ « Le 'théâtre Koizumi' inquiète le PLD au pouvoir dans la course au gouvernement de Tōkyō » ('Koizumi Theater' Alarms Ruling LDP in Tokyo Gubernatorial Race), *Mainichi shimbun*, 24 janvier 2014.

²⁷ Par artefact sondagier, on entend ici la capacité des sondages à auto-engendrer un positionnement sans tenir compte du niveau réel d'implication des interrogés. Cf. Bourdieu Pierre, "L'opinion publique n'existe pas", *Les Temps modernes*, n° 318, janvier 1973.

²⁸ La *silver politics* est une notion désormais fréquemment employée dans le débat politique japonais pour signifier l'évolution simultanée des demandes des électeurs et de l'offre politique qui leur est proposée, vers des propositions davantage tournées vers la santé et le maintien du niveau de vie des électeurs appartenant aux groupes d'âges de 60 ans et plus.

²⁹ Un sondage publié le 25 janvier nous dit que 26,8 % des interrogés ont choisi « le bien-être et le vieillissement » comme thème le plus important, 23 % « l'économie et l'emploi », et 18,5 % « le nucléaire et les problèmes d'énergie ». « Élection gouvernementale, situation en début de campagne : Masuzoe devant, Hosokawa et Utsunomiya le talonnent » (Tochiji-sen - joban jōsei Masuzoe-shi ga senkō Ou Hosokawa, utsunomiya shi – Mainichi shinbun seronchōsa), *Mainichi shimbun*, 25 janvier 2014.

De plus, Masuzoe lui-même a déclaré être favorable à une réduction progressive du nucléaire sur le long terme, tout en soutenant la relance des réacteurs prônée par le Premier ministre Abe Shinzō à court terme³⁰. Son ambiguïté stratégique a ainsi permis que la question nucléaire ne divise pas catégoriquement les candidats. Koizumi et Hosokawa n'ont pas réussi non plus à nationaliser les enjeux de la campagne tokyoïte, car aucun grand parti n'a adopté de position franche sur cette question. Le Parti libéral-démocrate est favorable au redémarrage des centrales, mais avait joué la carte de l'ambiguïté stratégique lors des élections législatives de décembre 2012, puis des élections sénatoriales de juillet 2013, et compte désormais sur un redémarrage de réacteurs pour répondre au pic de consommation estival. Face à lui, les partis d'opposition ne se sont pas clairement prononcés pour un abandon définitif de l'énergie nucléaire, ce qui aurait clivé l'opinion et intéressé les médias. Le Parti démocrate du Japon (PDJ) y est plutôt opposé mais reste divisé, tout comme l'Association pour la restauration du Japon (*nippon ishin no kai*), alors que le *Kōmeitō* n'exprime pas son opposition forte à l'usage de l'énergie nucléaire, du fait de son alliance actuelle avec le PLD. Cependant, en dépit d'une situation défavorable pour eux, Koizumi et Hosokawa auraient pu faire de l'enjeu nucléaire la question centrale de cette campagne. Mais leur visibilité médiatique ne s'est pas avérée satisfaisante.

La neutralité conservatrice des médias

Leur campagne a manqué de visibilité en particulier parce qu'elle a débuté trop

³⁰ « Une victoire des antinucléaires pourrait affecter la politique japonaise de redémarrages des réacteurs arrêtés » (*Win by Anti-Nuclear Candidate Could Affect Japan's Policy to Restart Idled Reactors*), *Mainichi shimbun*, 24 janvier 2014.

tardivement, sans soutien de poids sur le terrain³¹. Masuzoe et Hosokawa se sont en effet déclarés candidats l'un après l'autre, environ un mois avant le vote³². En si peu de temps, leur position n'était pas assez forte, dans le champ concurrentiel de la campagne, pour assurer la domination d'un seul sujet dans les médias, comme avait su le faire Koizumi en 2005 au sujet de la privatisation de la poste. La situation était alors différente car Koizumi dominait la vie politique japonaise, ce qui lui a permis de dissoudre la Chambre basse et ainsi de rendre « neutre » le thème de la privatisation. En 2014, d'autres enjeux locaux très présents en amont de la campagne – comme l'attribution des Jeux olympiques de 2020 à Tōkyō – étaient déjà susceptibles de structurer l'élection, au détriment du nucléaire.

Faire campagne en adoptant une position saillante sur un seul sujet semble *a priori* insuffisant, mais s'avère naturel pour une campagne électorale japonaise. Les descriptions effectuées par la presse écrite³³, et surtout la télévision³⁴, tendent à n'attribuer

³¹ « Élection gouvernementale, le 'manque de préparation' de Hosokawa, le feu de paille du 'zéro nucléaire' » (*Tochiji-sen Hosokawa-san junbi fusoku 'Genpatsu zero' fuhatsu*), *Yomiuri shimbun*, 10 février 2014.

³² « Masuzoe candidat au poste de gouverneur de Tōkyō » (*Masuzoe to Run for Tokyo Governor*), *The Japan Times*, 9 janvier 2014. « Élection gouvernementale, vers un engagement de l'ancien Premier ministre Hosokawa, vers une collaboration avec l'ancien Premier ministre Koizumi » (*Tochiji-sen Hosokawa moto shushō no dōkō chūmoku Koizumi moto shushō to no renkei fujō*), *Yomiuri shimbun*, 10 janvier 2014.

³³ Voir, entre autres : Iwase Tatsuya, *Pourquoi les journaux japonais sont inintéressants* (*Shimbun ga omoshirokunai riyū*), Kōdansha bunko, 2001.

³⁴ Hagiwara Shigeru et Fukuda Mitsuru ont montré la différence entre les journaux et la télévision en étudiant la campagne de Tōkyō en 1999. Ils ont trouvé que la télévision insistait davantage sur la compétition entre candidats (le jeu politique) alors que les journaux rapportaient plutôt la substance des propositions.

à chacun des candidats qu'une seule idée forte, afin de rendre la compétition lisible et de présenter les candidats de manière univoque, sans faire ressortir d'enjeux problématisés. Cela provient de la politique de « neutralité » adoptée dans la production de l'information³⁵. Les canons du journalisme japonais restreignent en effet les reportages et éditoriaux. Les textes ou images ne doivent pas être présentés de manière tendancieuse par le journaliste, ni être réutilisables par une quelconque propagande. En raison du caractère strictement professionnel voire répétitif des articles, les lecteurs de journaux japonais dits d'opinion (Asahi, Yomiuri, Mainichi, Nikkei, Sankei, etc.) sont moins exposés que leurs homologues français à des points de vue idéologiques ouvertement exprimés. De plus, les interventions d'hommes politiques lors des meetings de campagne sont courtes (une quinzaine de minutes environ) et consistent principalement en la présentation du candidat et de son idée centrale, plutôt qu'en de longs discours détaillant finement le projet. Les médias peuvent donc n'en extraire que quelques phrases sans trahir les événements.

Cette neutralité est conservatrice dans la mesure où elle entrave la différenciation par

le marketing électoral³⁶. Son haut degré de simplification et le lissage opéré entre les candidats favorise les politiciens déjà en position de force : dans le contexte actuel, il s'agit de ceux soutenus par le PLD depuis le retour d'Abe Shinzō au pouvoir fin 2012. Les médias japonais ont ainsi fait du nucléaire un problème parmi d'autres, montrant qu'il n'est pas de levier médiatique possible sans un fort levier politique.

Le rouleau compresseur libéral-démocrate

Ce levier a donc manqué en 2014 aux outsiders Koizumi et Hosokawa. Cependant, ce scrutin a permis de constater, une nouvelle fois, que les partis sont en réalité affaiblis. Lors de cette élection en particulier, tous les candidats ont mené leur campagne sous l'étiquette « indépendants » (sans investiture officielle d'un parti). Il s'agit de la généralisation d'un choix déjà remarqué lors des élections gouvernementales précédentes : Ishihara Shintarō s'est présenté comme candidat « indépendant » de 1999 à 2012, de même qu'Inose Naoki³⁷. En retrait, les formations politiques se sont contentées de parier sur le candidat le plus plausible, sans chercher à le faire sortir directement de leurs rangs. Masuzoe, populaire avant le scrutin, avait pris soin d'annoncer sa candidature plus tôt que

Cf. Hagiwara Shigeru et Fukuda Mitsuru, « Les informations électorales à la télévision » (terebi ni okeru senkyō-hōdō), in Hagiwara Shigeru (dir.), *Les changements d'apparence des médias et des informations (Henyō suru media to nyūsu-hōdō)*, 2001.

³⁵ Politique incarnée dans le « code d'éthique du journalisme ». Les médias se doivent de respecter trois principes censés garantir leur indépendance, et que l'on pourrait tous traduire par « neutralité » en français : « fuhen » (impartialité ou neutralité), « futō » (neutralité politique) et « chūritsu kōsei » (justice ou neutralité juste). Feldman Ofer, *Politics and the News Media in Japan*, The University of Michigan Press, 1993. Takeshita Toshio et IDA Masamichi, « Political Communication in Japan », in Willnat Lars et Aw Annette (dir.), *Political Communication in Asia*, Routledge, 2009.

³⁶ Le marketing électoral désigne l'ensemble des techniques de communication (verbales comme non verbales) utilisées par le candidat pour se distinguer de ses opposants au sein de la compétition électorale.

³⁷ Écrivain, essayiste et journaliste né en 1946 à Nagano, Inose Naoki a présidé à la fin des années 1960 la section locale du syndicat étudiant radical Zenkyōtō. Auteur d'ouvrages critiquant le fonctionnement des corporations publiques japonaises et dénonçant leurs relations avec différents ministères, Inose a successivement été conseiller de Koizumi Junichirō puis vice-gouverneur de Tōkyō (nommé par Ishihara Shintarō) de 2007 à 2012. Élu gouverneur de Tōkyō en décembre 2012 après le départ d'Ishihara, il doit démissionner de ce poste en raison d'un scandale financier lié au financement de sa campagne électorale.

prévu afin de devancer les partis politiques et de paraître indépendant³⁸. Le Parti démocrate du Japon (PDJ) avait initialement envisagé de le soutenir, puis s'est rallié à Hosokawa³⁹ lorsque celui-ci a annoncé sa candidature. Le PLD, de son côté, a soutenu Masuzoe car il avait le plus de chances de gagner face à la « menace » Hosokawa. Ce choix a beaucoup surpris car Masuzoe avait quitté le parti en 2010 après avoir annoncé que « la mission historique du Parti Libéral-Démocrate [était] terminée ». Il avait alors rejoint le Club de la réforme (*kaikaku kurabu*) et s'était aliéné une partie du PLD. Il prit ensuite la tête de ce club, renommé Nouveau Parti de la réforme (*shintō kaikaku*)⁴⁰. Enfin, Masuzoe n'est pas, à l'origine, un politicien professionnel. Chercheur en relations internationales, il s'est fait connaître comme conseiller politique dans l'émission de télévision « TV tackle », produite par Kitano Takeshi.

Depuis sa large victoire aux élections législatives de décembre 2012 (accompagnée de la défaite écrasante du PDJ), le PLD – historiquement lié au « village nucléaire » (*genshiryoku mura*)⁴¹ – domine sans opposition crédible face à lui, en raison de

³⁸ « Pourquoi Masuzoe a rejoint la course plus tôt » (Why Masuzoe Joined Race Early), *The Japan Times*, 10 janvier 2014.

³⁹ « La course gouvernementale de Tōkyō, lieu incongru pour les trompettes de la 'dénucléarisation' » (Tokyo Gubernatorial Race Incongruous for Blowing 'Denuclearization' Trumpet), *The Japan Times*, 14 janvier 2014.

⁴⁰ « Masuzoe quitte le PLD pour former un nouveau parti » (Masuzoe Quits LDP to Form New Party), *Daily Yomiuri*, 23 avril 2010. « L'ex-ministre fait des vagues » (Ex-minister Making Waves), *The Japan Times*, 18 janvier 2010.

⁴¹ L'expression « village nucléaire » désigne au Japon le réseau des institutions liées à la construction et au développement des centrales de l'Archipel. Le village comprend des administrations, des entreprises, mais aussi des médias, des universitaires voire des organisations mafieuses.

l'évolution récente de la politique japonaise. Le grand parti conservateur a en effet dominé la vie politique de sa création en 1955 à son éviction temporaire en 1993. Une réforme du mode de scrutin avait alors été votée pour que le Japon passe au système majoritaire à un tour, censé favoriser l'alternance, selon la célèbre loi de Duverger. Cela a fonctionné : le PDJ a progressivement aggloméré les oppositions jusqu'à faire tomber le PLD en 2009⁴². Néanmoins, ce parti hétérogène a vite déçu les Japonais. Son éviction du pouvoir laisse, depuis la fin de l'année 2012, le PLD seul face à une opposition désormais bicéphale : une aile gauche dominée par le PDJ et une aile de droite populiste dominée par l'Association de restauration du Japon (*nippon ishin no kai*) de Hashimoto Tōru et Ishihara Shintarō. Or, le PDJ est discrédité depuis son échec au pouvoir et a perdu sa force politique en raison de nombreux départs⁴³, si bien que la floraison de petits partis d'opposition contribue pour le moment à l'émiettement de la force politique. Par conséquent, quoi qu'il arrive, le PLD semble bien installé au pouvoir, quelle que soit sa réputation ou la popularité du Premier ministre dans les sondages.

Dans ces conditions, le parti conservateur a fait office de rouleau compresseur électoral de la campagne à Tōkyō. Le mode de scrutin de 1994 n'a pas détruit – comme il était censé le faire – les réseaux clientélistes d'associations de soutien (*koenkai*) qui assuraient aux députés une réélection plus aisée. Il en a atténué l'influence, mais encore aujourd'hui les candidats bien implantés – souvent conservateurs – les utilisent⁴⁴. L'analyse des réseaux sociaux permettant

⁴² Reed Steven, "Duverger's law is working in Japan", *Senkyō kenkyū (Electoral Studies)*, n° 22, 2007.

⁴³ Notamment Ozawa Ichirō, qui a fondé le Parti de la vie du peuple (*seikatsu no tō*).

⁴⁴ Krauss Ellis et Pekkannen Robert, *The Rise and Fall of Japan's LDP*, Corwell University Press, 2011.

de quantifier plus clairement l'occupation de l'espace médiatique, il s'avère, selon un article du *Huffington Post*, que le PLD est le seul parti capable de véhiculer massivement des informations liées aux élections⁴⁵. Au total, le réseau du PLD a diffusé ses informations électorales sur 447 plateformes, contre seulement 94 pour Le parti de tous (*minna no tō*) de Watanabe Yoshimi, et 59 pour le PDJ. Dans ces conditions, nul doute que le soutien du PLD offre la garantie de figurer en bonne position dans un scrutin d'envergure.

Un électorat résigné

Contre Koizumi et Hosokawa, la domination sans partage du PLD s'est accompagnée d'une aboulie du corps électoral. Le taux de participation n'a été que de 46,14 %, son plus faible niveau depuis 2003⁴⁶. La baisse de ce taux est d'autant plus remarquable qu'elle concerne des élections municipales, considérées comme un outil d'expression de la démocratie locale, face à un État central dirigé de manière quasi constante par un seul parti depuis l'après-guerre⁴⁷. La campagne n'a donc pas suscité l'intérêt des Tōkyōïtes, en particulier celui des plus jeunes électeurs. Un sondage de l'*Asahi shimbun* montre même que Hosokawa n'a obtenu respectivement que 11 % et 15 % des voix des vingtenaires et des trentenaires,

⁴⁵ « Mettre en graphique l'organisation du soutien des partis aux candidats lors de l'élection gouvernementale de Tōkyō de 2014 » (2014-Nen tochiji-sen kōho-sha o sasaeta Tōkyōto-nai no kaku seitō shibu soshiki o gurafu-ka suruto), *Huffington Post* (version japonaise), 25 février 2014.

⁴⁶ Il était de 62,6 % en 2012, 57,8 % en 2011, 54,35 % en 2007, mais de 44,94 % en 2003. <http://www.senkyo.metro.tokyo.jp/h26chijisokuho/index.html>.

⁴⁷ SCHEINER Ethan, *Democracy without competition in Japan. Opposition Failure in One-Party Dominant State*, Cambridge University Press, 2006, chapitre 5. KANAMARU Yuji, "Local Network Parties in Japan", communication présentée au 20^e Congrès de l'IPSA à Fukuoka, 2006.

ce qui l'a placé en quatrième position sur ces deux tranches d'âge⁴⁸.

Les résultats de ce sondage sont une illustration de l'évolution actuelle de l'électorat japonais, marquée par un double phénomène : le vieillissement de la population d'un côté, le désintérêt croissant des jeunes de l'autre. Le phénomène nouveau réside dans le fait que les jeunes sont désormais plus enclins à voter pour les candidats nationalistes – ici Masuzoe, mais surtout Tamogami Toshio, ainsi que Hashimoto Tōru à Osaka – alors que leur audience était auparavant cantonnée aux plus âgés. En outre, leur participation diminue d'élection en election depuis les années 1980, et la part d'électeurs dits « flottants » (sans affiliation partisane) tend à augmenter⁴⁹. Il en résulte que ce sont ces indécis qui déterminent aujourd'hui les résultats. Un sondage publié par le journal *Yomiuri* a ainsi montré une répartition quasi équivalente de ces électeurs entre Masuzoe, Hosokawa et Utsunomiya⁵⁰. L'article nous montre également que la hiérarchie entre les trois sujets principaux a été la même les concernant, et que les indécis

⁴⁸ « La politique théâtrale de Koizumi arrive à sa fin » (Koizumi's Theater Politics Comes to End in Japan), *Dong-A ilbo daily*, 11 février 2014.

⁴⁹ Voir, entre autres : Bouissou Jean-Marie et Pombeni Paolo, « Grandeur et décadence de la 'partitocratie redistributive régulée'. L'évolution du système politique au Japon et en Italie depuis la guerre », *Revue française de science politique*, n° 51, vol. 4, août 2001. Tanaka Aiji, « The Rise of the Independent Voter », *Asia Program Special Report*, n° 101, février 2002. Krauss Ellis et Nyblade Benjamin, « Presidentialization in Japan? The Prime Minister, Media and Elections in Japan », *British Journal of Political Science*, n° 35, 2005.

⁵⁰ 29 % d'entre eux ont soutenu Masuzoe, 26 % Hosokawa et 26 % Utsunomiya. « Élection gouvernementale, sondage de sortie des urnes, 29 % de soutien chez les indépendants, les soins et le bien-être à 20 % » (Tochiji-sen deguchi chōsa mutōha 29-pāsento ga shiji iryō fukushi jūshi 20-pāsento), *Yomiuri shimbun*, 10 février 2014.

ayant voté pour Masuzoe ont privilégié le bien-être, tandis que ceux qui ont voté Hosokawa ont largement privilégié le nucléaire⁵¹. Les réserves électorales de Koizumi et Hosokawa étaient donc très faibles.

L'aboulie des électeurs, qui a favorisé le PLD, peut toutefois être interprétée comme la conséquence d'une offre électorale limitée. Les électeurs ont eu en outre l'impression que les jeux étaient faits d'avance et que les « vraies décisions » s'opèrent en marge du processus électoral. Le PLD a ainsi rallié Masuzoe en décembre 2013 uniquement après avoir considéré plusieurs candidatures internes, notamment celles d'Ishihara Nobuteru, Koike Yuriko, Katayama Satsuki, et Higashikokubaru Hideo⁵². À cet égard, la candidature de Hosokawa a eu le mérite de proposer une alternative potentielle, sans pour autant ôter aux électeurs le sentiment d'une sclérose du corps politique. Le nombre élevé de candidatures dites de témoignage (destinée à se faire connaître sans avoir l'ambition de gagner) n'est sans doute pas étranger à ce sentiment de sclérose. Parmi les candidats de micro-partis locaux ciblés sur une cause ou un type d'électorat, ne proposant pas de projet de société global et structuré, on citera les cas de Kazuma Ieiri, candidat des start-ups, Nakamatsu Yoshirō,

⁵¹ La hiérarchie des sujets : 20 % pour « le bien-être et le vieillissement », 18 % pour « l'économie et l'emploi » et 17 % pour « le nucléaire et les problèmes énergétiques ». Parmi les électeurs de Masuzoe, 34 % ont fait du bien-être le thème central, alors que, parmi les électeurs de Hosokawa, ils ont été 62 % à privilégier la question nucléaire. « Élection gouvernementale, sondage de sortie des urnes, 29 % de soutien chez les indépendants, les soins et le bien-être à 20 % », *op. cit.*

⁵² Environ un mois et demi avant le scrutin, Masuzoe indiquait ne pas avoir l'intention de se présenter, et la rumeur parlait de Koizumi comme candidat potentiel du PLD. Cf. « Le conseil électoral choisi le 9 février comme date pour la course au poste de gouverneur » (Tokyo Election Board Picks Feb. 9 for Governor's Race), *The Japan Times*, 26 décembre 2013.

alias le « docteur Nakamatsu », figure du paysage audiovisuel japonais (*talento*), et Akasaka Mac (Makoto), candidat pour le Parti du sourire (sumairu tō), forme japonaise de la *positive attitude*⁵³. A l'échelle nationale, le curieux Parti des grands-mères (*obāchan tō*) peut aussi être mentionné.

Le cycle politique japonais

En conclusion, on constate que l'échec de Koizumi et Hosokawa était en réalité attendu. Les divers sondages d'opinion n'ont cessé de l'annoncer. La victoire tranquille de Masuzoe, replacée dans le contexte politique national, soulève des questions concernant une consolidation du contrôle du PLD sur la vie politique japonaise, derrière l'apparence d'une multiplication des petits partis et malgré le (ou à cause du) désintérêt croissant des Japonais pour les campagnes électorales, locale ou nationales. La saturation de l'offre politique, par la machine électorale du PLD, et son brouillage idéologique du fait de la multiplication des micro-partis, sont tels qu'il a suffi à Masuzoe d'éviter les scandales pour s'imposer. Heureusement pour lui, une phrase prononcée en 1989 (!) et ressortie pour l'occasion, où il estimait les femmes incapables de gouverner du fait de leurs menstruations, n'a pas eu d'effets négatifs sur sa campagne⁵⁴.

L'âge avancé des deux acteurs met, enfin, en relief un manque de renouvellement de l'offre politique. La politique japonaise semble marquée par des basculements de majorité cycliques. Après l'éclatement de la

⁵³ Les deux derniers étaient déjà candidats au poste de gouverneur en 2012. Akasaka Mac est adepte de la smile therapy : <http://smileparty.info/>.

⁵⁴ Cf. « Au Japon, des femmes lancent une grève du sexe pour protester contre Masuzoe Yoichi » (In Japan, Women Launch Sex Strike to Protest Yoichi Masuzoe, Tokyo Governor Candidate), *Huffington Post*, 2 février 2014.

bulle spéculative à la fin des années 1980, il avait fallu une coalition de huit partis – nommée Nouveau Parti du Japon (*nihon shin tō*) pour prendre le pouvoir au sein du PLD. Hétérogène, leur entente n'avait tenu qu'une dizaine de mois. Ensuite, après la réforme du mode de scrutin de 1994, le PDJ avait fini par agglomérer autour de lui toutes les oppositions jusqu'à renverser le PLD du pouvoir en 2009. Hétérogène lui aussi, il a perdu le pouvoir en 2012. Compte tenu de la nature fragmentée de l'opposition aujourd'hui et du désintérêt croissant de la population, ce cycle va-t-il se répéter une troisième fois ? Il semble en tout cas que le PLD ne soit pas menacé à court terme car les prochaines élections législatives ne devraient avoir lieu qu'en 2016. À moyen terme, il est difficile de distinguer une formation politique capable de le concurrencer, comme l'illustre la défaite de Koizumi et Hosokawa.